

D 501 NICARAGUA: LA SITUATION DES REFUGIES NICARAGUAYENS

Après l'écrasement de l'insurrection de septembre 1978 (cf. DIAL D 483), la situation reste tendue au Nicaragua. les heurts sanglants continuent de façon ininterrompue entre la Garde nationale et le Front sandiniste de libération nationale. La tension sociale demeure vive. Et les pourparlers entre l'opposition du Front élargi, la commission de médiation de l'Organisation des Etats américains (Etats-Unis Guatemala et République dominicaine) et le général Somoza piétinent avant d'aboutir à l'échec. Des rebondissements graves semblent inéluctables.

Quant aux réfugiés ayant fui le pays au moment de la contre-offensive de la Garde nationale de septembre, ils se trouvent dans une situation précaire, surtout au Honduras, ainsi qu'en témoigne le rapport ci-dessous. Estimés à quelque 60.000, ils se trouvent essentiellement au Costa-Rica et Honduras.

Note DIAL

RAPPORT DU COMITÉ OECUMENIQUE DE COSTA RICA
POUR LES REFUGIES NICARAGUAYENS

Le Comité oecuménique pour les réfugiés nicaraguayens s'adresse à l'opinion publique nationale et internationale pour faire connaître les éléments essentiels de la situation actuelle des réfugiés de la région, en particulier au Honduras et Costa-Rica.

Nos observations sont le fruit des constatations et réflexions faites au cours de notre travail auprès des réfugiés, et vérifiées dans la vie quotidienne. En ce qui concerne le Honduras nous avons visité les camps et nous disposons des rapports de missions internationales qui confirment et complètent nos observations.

Plus de 60.000 nicaraguayens ont trouvé asile dans les pays d'Amérique centrale à la suite des événements de septembre. Ils entrent tous dans la catégorie juridique définie par la convention et le protocole sur le statut des réfugiés signée le 21 avril 1954 par les Nations-Unies.

Ces milliers de personnes se trouvent hors de leur pays parce qu'elles ont fui la répression déclenchée par le régime dictatorial d'Anastasio Somoza. Ils constituent une véritable population errante ayant besoin d'une solidarité large et concrète. Le gouvernement de leur pays leur refuse la liberté, la justice, la sécurité, la travail et leur propose les balles, la torture, la prison, la mort, l'exil, le chômage et l'angoisse.

COSTA RICA

D'après les services des migrations, plus de 30.000 personnes sont entrées dans ce pays depuis septembre au titre des poursuites de la police et de l'asile politique. Plus de 1.500 personnes sont passées par les camps installés à La Cruz, Liberia, Alajuela, et dans d'autres centres comme San Carlos, Los Chiles, Limón, Barra del Colorado et San José.

Nous tenons à exprimer publiquement notre reconnaissance envers le peuple costaricain et son gouvernement pour leur solidarité effective et leurs démarches en faveur des réfugiés. Tous les secteurs sociaux et politiques, sauf les exceptions qui confirment la règle, ont adopté une même conduite humanitaire. La décision du président Carazo de créer un comité national de travail, placé sous la présidence active du vice-président Rodrigo Altman, a permis que se mette en place un échelon de décision et d'exécution rassemblant les différentes organisations du secteur public et du secteur privé, en permettant ainsi un travail en équipe et en facilitant l'intégration de groupes privés internationaux avec la présence permanente du représentant du Haut commissariat aux réfugiés des Nations-Unies: Ministère de la santé, Ministère de la culture, Croix-Rouge, Mouvement national de la jeunesse, Caravanes de la bonne volonté, Association chrétienne de jeunes, Comité oecuménique et autres organisations nationales et internationales.

Il faut souligner le fait de l'ouverture sans restriction des frontières, l'aide médicale, la création de nombreux camps et centres d'accueil, ainsi que l'attitude humanitaire apportée par pratiquement tous les services gouvernementaux. Nous tenons en particulier à signaler l'action de la Direction des migrations et de son directeur, M. Jorge Alvarez, qui a largement et directement contribué à résoudre les problèmes urgents. Les réfugiés bénéficient d'un permis de séjour de soixante jours renouvelables.

Nous soulignons que malgré le nombre peu élevé de personnes maintenues dans des camps, la situation générale des réfugiés ne doit tromper personne. Il y a des milliers de gens, en particulier classes moyennes, fonctionnaires, étudiants, maîtresses de maison, employés et ouvriers qui, entrés dans le pays avec peu de ressources ou en comptant sur le soutien de parents et d'amis, n'ont pas rejoint les camps; mais ils ont autant besoin de possibilités de travail, c'est pour eux une nécessité impérieuse.

Par ailleurs, au cas où un changement ou une tension insupportable se produirait au Nicaragua, de nouveaux contingents de réfugiés risquent d'arriver en masse et à tout moment. C'est pourquoi le travail du Comité national est aussi d'ordre préventif, de façon à pouvoir faire face à toute éventualité.

L'un des principaux problèmes est celui du permis de travail. Nous pensons que le ministre du travail pourrait accélérer les démarches et mettre en place des structures administratives expéditives pour répondre aux demandes des réfugiés nicaraguayens. Il semble que tel soit le désir du président Carazo et du vice-président Altman. Nous sommes sûrs que le ministre réglera rapidement cette question. C'est aujourd'hui la difficulté majeure et nous l'avons soulevée à plusieurs reprises devant le Comité national.

A la différence de ce qui se passe au Honduras, le gouvernement costaricain s'est employé à fond dans le règlement des difficultés immédiates et pour répondre à l'anxiété et à l'insécurité des réfugiés. Notre peuple a profondément manifesté sa solidarité et exercé l'hospitalité envers les réfugiés nicaraguayens.

HONDURAS

La situation des réfugiés dans ce pays est dramatique et parfaitement incertaine. 22.000 personnes ont franchi la frontière en provenance de Nicaragua entre septembre et octobre. Près de 11.000 se trouvent dans des camps et des centres d'accueil, principalement dans la région de Choluteca. Les centres principaux sont El Triunfo avec 1.500 personnes; Huapinoles, avec 350; San Marcos de Colón, avec 850; Campo Luna, avec 2.500; Centro de Capacitación La Colmena, avec 400; région de Danlí, avec 1.000, y compris les 200 personnes du marché municipal. Centres ouverts à Tegucigalpa: La Esperanza, Pedregalito, ainsi que ceux de l'Université nationale.

Nombre de réfugiés ont marché durant six à sept jours à travers champs pour parvenir en territoire hondurien. Ce sont les survivants d'Estelí, León, Chinandega et autres localités de la région, victimes ou témoins de la barbarie et du génocide.

Il faut signaler comme fait positif que le gouvernement hondurien a accepté d'accorder un permis de séjour de soixante jours. On sait par ailleurs que le gouvernement a confié la responsabilité des camps à la Croix-Rouge, laquelle a généralement accompli sa tâche. Sur le plan international les autorités ont demandé un financement au Haut commissariat pour les réfugiés. Les Nations-Unies ont versé ces jours-ci différentes sommes totalisant 450.000 dollars, pour un montant prévu de 950.000 dollars.

Les organisations chrétiennes telles que Caritas, Ceden, Catholic Relief Service et autres ont également fait du bon travail grâce à divers soutiens internationaux comme deux de CARE, du Conseil oecuménique des Eglises et diverses agences européennes et nord-américaines.

Nous pensons que les autorités honduriennes doivent cependant faire preuve de la même bonne volonté que celle avec laquelle elles ont ouvert les frontières, afin de résoudre quelques-uns des plus graves problèmes du jour-le-jour:

- 1) l'attribution de cartes de travail et le renouvellement des permis de séjour dans le pays;
- 2) l'amélioration des conditions d'existence dans les camps. Il y manque en effet vêtements, médicaments et nourriture. La vie y est très dure pour des milliers de personnes, malgré l'aide des Nations-Unies. Les gens peuvent à peine survivre avec une alimentation insuffisante et irrégulière;
- 3) pour répondre aux besoins de cette masse de gens, il faut ouvrir des centres de soins, des permanences avec des équipes dotées de moyens sanitaires et techniques;
- 4) il faut tendre à un minimum de sécurité, faire baisser la tension, la peur et l'anxiété chez des milliers de personnes qui, comme réfugiés, attendent d'être traitées humainement;
- 5) il faut veiller à ce que la Garde nationale de Somoza n'envoie pas

d'espions ou de commandos dans les centres de réfugiés ou dans la zone frontalière de Choluteca. Il apparaît, suite à diverses dénonciations de personnes dignes de foi, que la Garde nationale infiltre des agents en différents points de Honduras, abusant ainsi de la bonne foi des autorités. C'est là une cause importante de l'insécurité parmi les réfugiés.

Voici quelques heures nous recevions d'une délégation internationale l'information suivante à propos du Honduras:

"L'alimentation des réfugiés est totalement insuffisante. Une fois par jour ils reçoivent moins de 150 grammes de haricots en grain et de riz. "Les enfants n'ont pas de lait, si ce n'est celui des adultes.

"Les soins médicaux sont inexistant dans les camps. C'est seulement "dans les cas graves qu'ils peuvent avoir recours au dispensaire local. Il "n'y a aucune vaccination (nous avons vu trois enfants atteints de la "rougeole) et les mesures préventives contre la malaria sont parfaitement "insuffisantes.

"Cela faisait quatre jours que la Banque nationale refusait de donner "des lempiras contre de la monnaie nicaraguayenne.

"Les gens interrogés disent avoir très peur devant ce qui les attend. "La frustration est encore plus grande de ne pouvoir travailler. Mais le "pire est d'être suspecté d'activités politiques et de risquer ainsi la "prison.

"Nous affirmons que le problème des réfugiés nicaraguayens en Honduras "est extrêmement grave. Pour l'instant leur seule alternative est de mou- "rir à petit feu par suite des conditions inhumaines qui sont les leurs, "ou de retourner en désespoir de cause au Nicaragua et d'y courir tous les "risques que cela comporte."

Nous sommes sûrs que le peuple hondurien et les autorités concernées feront tout ce qui est en leur pouvoir pour améliorer la situation désespérée des réfugiés. Il ne suffit pas d'ouvrir les frontières, il faut aussi ouvrir les coeurs, comme cela s'est fait au Costa Rica.

Les activités du Comité oecuménique

Nous avons essentiellement coordonné les efforts des organisations suivantes: Association chrétienne de jeunes, Caravanes de la bonne volonté, Eglise épiscopale, Séminaire biblique latino-américain, Centre Victor Sabria, Caritas de Costa Rica, Catholic Relief Service, Groupe témoignage, Association des étudiants du séminaire biblique, Minamundo.

De façon plus particulière nous avons pris et mené à terme les initiatives suivantes: ouverture de deux centres d'accueil à San José, collaboration prêtée pour les camps de La Cruz et de Liberia, ouverture d'un camp à Terrón Colorado. Nous avons aussi ouvert un centre de consultation juridique sous la responsabilité de l'avocate Virginia Beckles qui tient la permanence. Parallèlement, nous avons monté un bureau d'information et de liaison pour les demandes de cartes de travail.

Il existe dans les locaux du Centre Victor Sabria un secrétariat pour l'information nationale et internationale. Nous donnons une importance toute particulière à l'information sur la situation au Nicaragua et sur celle des réfugiés, à l'intention des différents organismes et groupes internationaux de solidarité.

Nous avons tout particulièrement drainé la solidarité de groupes chrétiens importants: Conseil oecuménique des Eglises, Christian Aid, Trocaire, Catholic Relief Service, Pan para el Mundo, Misereor, etc. Nous faisons parvenir des aides à des groupes populaires au Nicaragua et à des réfugiés en Honduras; et depuis San José nous collaborons avec la plupart des groupes organisés du peuple nicaraguayen.

Dans la chapelle de la Médaille miraculeuse nous avons organisé une célébration oecuménique de prière et de réflexion pour le peuple nicaraguayen et les réfugiés.

Nous sommes membres du Comité national costaricain présidé par M. Altman et nous avons accompli des tâches multiples en équipe avec les fonctionnaires de l'Etat et les dirigeants des organisations privées membres du comité.

Nous avons conscience que la tâche qui nous attend est encore plus exigeante. Aujourd'hui nous oeuvrons en faveur des réfugiés et du peuple nicaraguayen durant ce que nous pensons être les derniers jours de la dictature. Demain, nous voulons collaborer à l'oeuvre de reconstruction dans la liberté, la démocratie et la justice, sans parler du respect absolu de la dignité de l'homme et de la femme de Nicaragua. Nous n'avons fermé à personne nos portes et nos coeurs; il en sera toujours ainsi.

Nous nous excusons pour nos erreurs, nos retards et nos limites, mais nous sommes remplis de bonne volonté dont nous espérons qu'elle sera chaque jour plus efficace, pour le plus grand bien du peuple frère de Nicaragua, aujourd'hui victime de l'expatriation et de la solitude de l'exil. Nous avons le devoir de multiplier les gestes de solidarité envers le peuple nicaraguayen. Tant que durera la situation actuelle son destin sera la mort, la torture, la répression et l'exode.

Guillermo García et Juan Stam, Séminaire biblique latino-américain
Xinia C. Brenes, Association chrétienne de jeunes
César Núñez et Jorge Vivallo, Organisation chrétienne pour les
réfugiés d'Amérique latine
Oscar Ricardo García, Eglise épiscopale
Manolo Vásquez, Caritas de Costa Rica
Pedro Urra V., Centre Victor Sabria

Novembre 1978

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 170 F - Etranger 200 F (voie normale - par avion, tarif sur demande selon pays)

Directeur de publication: Charles ANTOINE

Imprimerie CCFD

Commission paritaire de presse: 56249

ISSN: 0399-6441

D 501-5/5